



Pour la Palestine

Bulletin de la commission Palestine/Israël d'ENSEMBLE!

Editorial

Conseil de sécurité : une résolution pour rien

Le 22 décembre, le Conseil de sécurité a accouché d'une résolution sur la question humanitaire à Gaza. Pour une fois, les EU ne s'y sont pas opposés. Belle victoire pour les Nations-Unies ? Que nenni ! Tous les pays membres ont été obligés de passer sous les fourches caudines de

l'alliance israélo-étasunienne.

Qu'il y a-t-il dans cette résolution ? Rien ! Enfin si, un souhait : qu'Israël facilite l'accès à l'aide humanitaire de la population gazaouie qui crève de faim.

Que pense le pouvoir israélien de ce souhait ? Il n'en a rien à f... comme d'habitude.

Qu'y a-t-il de changé pour l'aide humanitaire depuis le 22 décembre ? Rien.

Qu'y a-t-il de changé pour l'ONU ? Un discrédit supplémentaire.

Quelles leçons en tirer ? Deux, une dont la portée ne peut être qu'à long terme, l'autre à court terme :

- **Dénoncer le fonctionnement anti-démocratique de l'ONU où les cinq membres permanents du Conseil de sécurité disposent d'un pouvoir exorbitant et réfléchir à un autre mode de gouvernance internationale.**
- **Manifester, faire pression pour que, enfin, le Conseil de sécurité ordonne un cessez-le-feu immédiat et permanent qui mette fin à cette guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien.**

Mettre en avant la solution à 2 États comme il y a 30 ans ?

La solution à deux États consacrée par les accords d'Oslo en septembre 1993 devait se concrétiser au plus tard à la fin de la période transitoire de 5 ans après la signature du texte.

Pendant toutes les années qui ont suivi les diplomates des pays occidentaux n'ont eu de cesse de rappeler qu'elles étaient pour la solution à 2 États et qu'aucune autre n'était possible. Qu'ont-elles fait concrètement ?

Le refus permanent d'Israël de tenir ses engagements sur l'ouverture de négociations sur le statut final de la Palestine, la poursuite de la colonisation, son expansion n'entraînaient au mieux que condamnation formelle sans aucune action. C'est ainsi que « Le Monde » écrivait en avril 2016: « *Les États-Unis condamnent de moins en moins la colonisation de la Cisjordanie par Israël. L'Amérique d'Obama semble avoir baissé les bras face à une politique qu'elle juge tragique mais qu'elle estime ne pas pouvoir contrer* »

Toute possibilité de sanctions était annihilée dès lors qu'elles étaient évoquées. Injonction était faite aux Palestiniens pour s'asseoir à une table de négociation... où ils et elles n'auraient eu qu'à signer le renoncement à leurs droits nationaux.

A chaque flambée de violence, les gouvernements occidentaux, rappelaient que rien ne changeait, qu'il fallait que « *les belligérants s'assoient à la même table* ».

En 2019, l'administration américaine affirme même que la création de colonies de peuplement en Cisjordanie n'était pas en soi incompatible avec le droit international.

Les accords d'Abraham passés entre des pays arabes et Israël, avec la bénédiction des pays occidentaux, ont de fait éloigné encore plus la perspective amorcée à Oslo, qui ont invisibilisé les Palestiniens. Comment dès lors reconnaître des droits nationaux à un peuple devenu fantôme ?

Depuis le 7 octobre, les mêmes reviennent dire que « la seule solution est celle de 2 États ». Encore une fois sans en donner de contenu, sans exprimer la condition minimale nécessaire : celle de la décolonisation. Ce n'est pas la position récente de la diplomatie américaine qui changera quoique ce soit : « Menacer de retirer leur visa aux colons violents est grotesque ». C'est dédouaner le système colonial israélien. Cette position reprise par plusieurs États de l'Union Européenne ne serait-elle pas tout simplement une diversion ?

Reprendre aujourd'hui cette perspective issue des accords d'Oslo, sans prendre en compte l'évolution de la situation depuis 30 ans, sans prendre à bras le corps les questions essentielles comme le droit au retour des réfugiés, la reconnaissance de l'apartheid israélien, la reconnaissance du crime de génocide et surtout vouloir construire une solution sans que le peuple palestinien n'ait son mot à dire, c'est faire preuve d'aveuglement et/ou d'hypocrisie et de voir au mieux maintenir la situation telle qu'elle était avant le 7 octobre voire la détériorer encore plus.

« S'il est écrit que je dois mourir... »

Refaat Alareer était un poète, écrivain et professeur universitaire de littérature à Gaza.

Militant, il a également co-fondé l'organisation We Are Not Numbers (Nous ne sommes pas des chiffres), qui met en relation des auteurs expérimentés avec de jeunes écrivains de Gaza. Il a écrit ce poème en anglais le 1er novembre 2023.

Cet intellectuel gazaoui a été tué dans la nuit du 6 au 7 décembre 2023, ainsi que 7 autres membres de sa famille, lors d'un raid israélien qui a visé sa maison.

« S'il est écrit que je dois mourir
Il vous appartiendra alors de vivre
Pour raconter mon histoire
Pour vendre ces choses qui m'appartiennent
Et acheter une toile et des ficelles
Faites en sorte qu'elle soit bien blanche
Avec une longue traîne
Afin qu'un enfant quelque part à Gaza
Fixant le paradis dans les yeux
Dans l'attente de son père
Parti subitement
Sans avoir fait d'adieux
À personne
Pas même à sa chair
Pas même à son âme
Pour qu'un enfant quelque part à Gaza
Puisse voir ce cerf-volant
Mon cerf-volant à moi
Que vous aurez façonné
Qui volera là-haut
Bien haut
Et que l'enfant puisse un instant penser
Qu'il s'agit là d'un ange
Revenu lui apporter de l'amour
S'il était écrit que je dois mourir
Alors que ma mort apporte l'espoir
Que ma mort devienne une histoire »



N'oublions pas la Cisjordanie !

En Cisjordanie occupée, depuis le 7 octobre, la population palestinienne est soumise à la violence redoublée de l'armée et des colons, ainsi qu'à un bouclage du territoire qui paralyse l'économie et l'enseignement. Raids meurtriers, arrestations en masse (4700), distribution d'armes aux colons sur ordre du gouvernement...

Plusieurs villes de Cisjordanie, ainsi que de nombreux camps de réfugiés (Jenine, Nour Shams, Aqabat Jaber, Balata...) ont été la cible d'attaques des forces d'occupation israéliennes (FOI) et des colons. Jenine, attaquée 17 fois en 2 mois et demi, a été déclarée zone militaire fermée. La résistance palestinienne s'oppose comme elle peut à ces attaques et paie un lourd tribut humain.

A Naplouse, l'armée israélienne a pris d'assaut le camp d'Askar où elle a détruit près d'une centaine de maisons et procédé à de nombreuses arrestations. A Ramallah, les FOI ont attaqué le camp d'Al-Jalazoun et multiplié, là aussi, les arrestations. De nombreux raids et attaques ont été perpétrés dans d'autres localités de la Cisjordanie, à Al-Ubaidiya, près de Bethléem, à Hébron...

Dans la vallée du Jourdain et le sud de la Cisjordanie, seize communautés palestiniennes d'éleveurs bédouins ont été expulsées de leurs terres de parcours, selon un rapport de B'Tselem : plus de 1100 Palestiniens ont été déplacés de force, du fait de la violence des colons israéliens, souvent appuyés par l'armée. Depuis le 7 octobre, le mouvement s'est accéléré dans des proportions inédites.

Aucune sanction n'a été prise contre Israël face à ces violations des droits des populations sous occupation.

Nous ne pouvons que constater l'absence quasi totale dans les médias, d'informations sur la situation dramatique en Cisjordanie qui fait craindre, comme à Gaza, une seconde Nakba.

Multiplication des arrestations en Cisjordanie

Lors de la brève trêve à Gaza (24 novembre-1er décembre) 240 prisonniers palestiniens avaient été libérés. Israël se devait donc de "reconstituer le stock" des "animaux humains" pour un éventuel futur échange, reconstitution en cours, de fait, depuis le 7 octobre et très largement supérieure au nombre de prisonniers échangés : ils sont quasiment 20 fois plus nombreux (4700 à Noël). Le pouvoir israélien sait voir grand... dans la répression, mais nous le savions déjà !

La nouveauté des derniers jours, c'est le ciblage de personnalités de la résistance palestinienne :

- 18 décembre : arrestation extrêmement brutale au camp de Aïda (Bethléem) de Munther Amira, représentant emblématique de la résistance populaire non-violente ;
- 26 décembre : les FOI ont kidnappé dans la nuit, la députée du FPLP et militante féministe Khalida Jarrar à son domicile de Ramallah.

Exigeons la libération de Khalida Jarrar, de Munther Amira, de Marwan Barghouti, de Ahmad Saadat et de tous les prisonniers politiques palestiniens.